



« Je cherche à contribuer à une prise de conscience collective et à encourager l'action des citoyens consommateurs. »

EDGAR MORIN

Il est l'un des plus grands penseurs du siècle écoulé. Philosophe et sociologue de la complexité et de la reliance, son œuvre exerce une forte influence sur la pensée contemporaine. Et à 98 ans, il n'a rien perdu de son acuité intellectuelle, de sa bienveillance et de sa combativité. Embarquement pour un entretien sur la planète Morin qui n'a pas fini d'éclairer nos consciences.

ENTRETIEN RÉALISÉ EN MARS 2019 PAR ÉRIC FOURREAU ET EMMANUEL NÉGRIER

NECTART : *Vous êtes l'un des plus grands penseurs aujourd'hui en activité, et cela ne vous empêche pas de continuer d'avoir une âme de militant. On se souvient encore de votre participation en 2017 aux actions des Faucheurs de chaises. L'action est-elle bonne conseillère de la réflexion et dans quelle mesure les intellectuels doivent-ils descendre dans l'arène ?*

EDGAR MORIN : Vous savez, tout d'abord, je pense que les deux sont inséparables. Un intellectuel, ce n'est pas seulement un écrivain, un artiste, un poète, un peintre ou un avocat, c'est quelqu'un qui, en plus de son métier lié aux choses de l'esprit, prend position sur de grands problèmes humains, sociaux ou même politiques. Le cas exemplaire est celui de Zola, qui a été pendant très longtemps uniquement un romancier, celui des *Rougon-Macquart*, et qui, au moment de l'affaire Dreyfus, découvre que c'est un véritable déni de justice, entièrement construit, et prend position pour ce qui finalement se révélera être la vérité de la justice. Hier comme aujourd'hui, il y a toujours eu des intellectuels de droite pensant que les valeurs de la nation priment sur celles de la vérité ou de la jus-

tice. À l'époque de l'affaire Dreyfus, l'argument principal n'était pas seulement de déclarer Dreyfus coupable mais d'estimer que, même innocent, il ne fallait pas que l'armée se trouve entachée par cet acte déloyal.

Pour ma part, je me considère comme un intellectuel de gauche mais pas comme un militant, parce qu'un militant doit en principe faire partie d'une organisation. Or, je n'appartiens à aucune coterie ni à aucun parti politique. Bien entendu, je peux participer à des actions collectives, répondre à des associations, mais je ne me considère pas comme un militant avec toute la connotation « militaire » qu'il y a derrière ce terme.

Puisque vous faites allusion à cette histoire de chaises, je me suis en effet porté comme dépositaire d'une des chaises volées à cette banque de Bayonne, parce

« Il m'a semblé naturel de faire ce petit acte de désobéissance civile. »

que je voulais agir contre l'évasion fiscale massive telle qu'elle se manifeste aujourd'hui. Alors que les gouvernements font des économies sur les retraites et sur les dépenses sociales, nous

devons combattre cette évasion fiscale qui pourrait apporter des ressources conséquentes à la collectivité. Il m'a semblé naturel de faire ce petit acte de désobéissance civile.

Compte tenu du pouvoir considérable pris par les multinationales et de la domination sans partage de l'idéologie néolibérale, est-ce que les modes de résistance doivent prendre la forme de la désobéissance civile ?

Selon moi, il n'y a pas une frontière, chacun agit en fonction de sa conscience politique. Prenez le cas de la Résistance entre 1940 et 1944 : il y a ceux, très minoritaires, qui se sont décidés dès le début, et il y a ceux qui se sont déterminés début 1942 – c'était mon cas ; et puis il y a eu les résistants de la dernière heure. Jusqu'où peut-on aller dans la désobéissance civile ? Chacun le sent à sa façon, je ne veux pas établir de règle là-dessus. Sans doute l'époque manque-t-elle de conscience politique. Si l'on prend le cas du débat national qui a fait suite au mouvement des « gilets jaunes », nous avons eu droit à des questions et des revendications multiples mais hétérogènes, séparées les unes des autres. Il a manqué une pensée, une voie, un cap, alors qu'à mon avis il s'agit surtout de changer de voie et de cap.

Pour revenir à votre question, je vois un double problème. Le premier problème, c'est une domination jamais vue des puissances de l'argent sur la société et sur les pouvoirs publics, jusqu'aux institutions européennes.

Ces puissances, ce qu'on appelle les lobbies, interviennent pour bloquer un certain nombre de mesures, par exemple des mesures de santé publique comme l'interdiction du glyphosate. Je prends cet exemple à dessein parce que ces puissances agissent massivement pour le compte de l'agriculture et de l'élevage industriels, qui ont des conséquences sur les sols, sur notre santé, celle des agriculteurs eux-mêmes. Or, cela se produit dans un contexte de mondialisation qui rend difficile la lutte contre ces puissances – une révolution n'est pas possible aujourd'hui –, lesquelles puissances placent leur argent dans les paradis fiscaux. Comment lutter contre ça ? Par l'action des citoyens, qui sont des consommateurs. On ne se rend pas compte à quel point on pourrait faire reculer les puissances financières s'il y avait une cohésion entre les consommateurs, ne serait-ce que par le refus d'acheter certains produits. Je ne parle pas seulement de l'alimentation mais de tous ces objets à obsolescence programmée, les voitures, les ordinateurs... Pour ma part, j'essaie avec mes faibles moyens de participer à cette prise de conscience qui peut venir de nous, les citoyens. Prendre pour cible les politiques, c'est insuffisant – même si les politiques qui nous gouvernent sont convaincus

par la logique du ruissellement chère au libéralisme économique, selon laquelle le fait de favoriser les entrepreneurs et les grandes fortunes finira par profiter à l'ensemble de la population, alors que nous avons constaté au contraire ces dernières décennies l'accroissement des inégalités. Ce qui est curieux c'est qu'alors qu'ils se prétendent réalistes, ils sont dans l'utopie la plus totale.

Et j'arrive à mon deuxième point, un problème énorme, celui de l'écologie. Il y a une véritable urgence à procéder à des investissements massifs, pas seulement dans les énergies propres, qui doivent rapidement suppléer les autres énergies, mais en faveur d'un changement de modèle. Il faut procéder à un *new deal* beaucoup plus général à partir de l'écologie : « détoxifier » et dépolluer les villes par la création de parkings et la piétonisation, « détoxifier » et dépolluer les campagnes par la lutte contre l'agriculture intensive et le retour à l'agriculture fermière bio, par le développement de l'économie sociale et solidaire. Il faut en finir avec ces produits « mythologisés » par la publicité, ces produits qui soi-disant favorisent la beauté, la jeunesse, la séduction et tout le reste, ces produits agréables au goût parce qu'ils sont sucrés mais qui rendent nos enfants obèses, etc. Donc je n'en suis pas au

point de désobéir, je cherche à contribuer à cette prise de conscience et à encourager l'action des citoyens consommateurs.

Est-ce que les actes de résistance individuelle, le foisonnement des initiatives liées à la crise écologique pourraient être un bon levier pour faire surgir une conscience politique collective, atteindre cette « communauté de destin » dont vous parlez dans votre œuvre ?

Les deux sont absolument liés, parce que la conscience écologique est globale. Nous l'avons su dès le rapport Meadows en 1972 qui nous informait de l'état de la planète, en cours de dégradation sous les effets de notre civilisation industrielle. Aujourd'hui, nous ne sommes plus seulement au stade de la dégradation de la biosphère, les périls sont de toutes sortes : une économie incontrôlée qui accroît les inégalités de façon monstrueuse, le déchaînement des fanatismes dont le djihad est une illustration... Dans mon livre *Terre-Patrie*, en 1993, j'écris que nous avons, nous les humains, un destin commun parce que nous avons les mêmes périls, les mêmes dangers, les mêmes promesses... Pour la première fois dans l'histoire, la mondialisation a créé cette communauté, mais elle se constitue dans des conditions telles,

de crise, d'angoisse et d'incertitude, que la plupart des esprits, au lieu de comprendre qu'il faut avoir le sens de cette communauté de destin, se referment sur leur identité particulière, ethnique, religieuse, nationale. Autrement dit, nous avons fait le contraire de ce qui est nécessaire et, jusqu'à présent, je suis de ceux qui prêchent dans le désert.

Cela dit, pour revenir à votre question, c'est vrai que se développent de plus en plus d'initiatives, des petites oasis de fraternité, parfois autour d'une ferme écologique, parfois dans un écoquartier, parfois dans une famille, parfois dans un groupe d'amis. Partout où il y a ces associations qui sont fondées sur l'idée de solidarité, partout où l'on essaie de créer de la communauté et pas seulement des relations

égoïstes d'intérêt, nous retrouvons des lieux de résistance – parce qu'il ne faut pas se le cacher : on est dans une époque de régression massive, les forces de régression avancent toujours plus, et nous ne savons pas jusqu'où cela ira. Nous sommes donc l'arrière-garde des forces humanistes et l'avant-garde d'une reconquête future, qui aura lieu de toute façon, mais on ne sait pas quand.

Vous avez, bien avant l'heure, mis en garde contre les effets de la culture de masse dans un texte qui a fait date¹. Quel regard portez-vous, un demi-siècle plus tard, sur l'accélération sans précédent de la diffusion de la culture, devenue effectivement de masse puisqu'elle circule à l'instant T à l'échelle mondiale dans un flux ininterrompu d'images, de sons et de textes ?

Lorsque j'ai écrit *L'Esprit du temps*, c'était l'industrie cinématographique qui prédominait. Le cas de Hollywood était absolument exemplaire parce que

c'était une économie de rentabilité maximale fondée sur la division du travail, la recherche du profit, comme dans l'industrie. Mais étant donné que chaque film devait être différent des autres, avoir son origina-

lité, la production était obligée de faire appel à de la création, et c'est pour cela que des réalisateurs comme John Ford ou Howard Hawks ont fait des œuvres puissantes au sein de Hollywood. Le phénomène est le même aujourd'hui avec les séries télévisées, une culture industrialisée qui produit des œuvres très intéressantes, tant du point de vue esthétique que du message qu'elles véhiculent.

« Il y a la nécessité d'un new deal beaucoup plus général à partir de l'écologie. »

Effectivement, nous assistons à un afflux d'informations quotidiennes qu'on ne peut plus contrôler et qui ne proposent pas une pensée globale essayant de comprendre le devenir de notre société et du monde.

Croyez-vous à ce que certains chercheurs appellent aujourd'hui le « tournant émotionnel », c'est-à-dire le surgissement de la logique émotionnelle là où il y aurait eu plus de rationalité auparavant ?

Si je pense au siècle dernier, je ne vois pas dans l'hitlérisme quelque chose de particulièrement logique mais plutôt de profondément émotionnel. Et dans le culte de Mao ou de Staline, il n'y a pas davantage de logique ! Je ne vois vraiment pas en quoi le siècle passé était celui de la rationalité. C'est aujourd'hui que se développe ce qu'on peut appeler la rationalisation, c'est-à-dire l'encadrement de plus en plus strict et puissant de nos activités dans des schémas préfixés qui provoquent d'ailleurs un besoin de se dévouer pour se soustraire à la pression. Déjà au milieu du siècle dernier, en mai 68, les jeunes, pour échapper au destin d'une vie prosaïque, aliénante et domestiquée dans les cadres du travail, se sont révoltés et ont organisé des moments de défoulement collectif, à l'instar des *rave parties* d'aujourd'hui.

J'ai vécu en Californie en 1969 de gigantesques rassemblements musicaux où on frôlait l'extase. C'est ainsi qu'on réagit : c'est le jeu entre Éros, qui ne veut pas se laisser abattre, et Thanatos, les forces de destruction et de mort qui pèsent sur nous.

Quelle place prennent aujourd'hui, dans les décisions de nos dirigeants politiques et économiques, la pensée globale ou complexe, qui est au cœur de votre œuvre, ou simplement la construction d'une pensée, alors même que leurs agendas sont rythmés par le flux continu des informations et des réseaux sociaux ?

Je pense que c'est la structure de pensée telle qu'elle est enseignée par notre système d'éducation et hypertrophiée dans de grandes écoles comme Polytechnique ou l'ENA, qui découpe le monde en disciplines séparées qui ne communiquent pas entre elles. Or, aujourd'hui, il devrait évidemment y avoir une confluence, une interaction entre l'économique, le politique, le psychologique, le religieux, aussi bien sur le plan national que mondial. Tout est lié, mais les structures de pensée sont incapables d'établir cette relation. Les décideurs ont des conseillers et techniciens qui leur filtrent et hiérarchisent ce flux d'informations. Le

problème est bien dans l'incapacité de concevoir la complexité du réel et du monde. C'est une pensée qui aveugle au lieu d'être une pensée qui éclaire. Pour améliorer la situation, il faudrait effectuer une réforme de l'éducation, laquelle est très difficile.

D'où vous vient cette nécessité de penser systématiquement les liens, les relations, la transdisciplinarité, la complexité comme relation, l'esthétique sensible, telle qu'on la retrouve dans votre œuvre ?

On peut même parler de « reliance », pour reprendre ce mot inventé par le sociologue belge Marcel Bolle De Bal. Cela vient de mon appétit de curiosité, peut-être du fait que je n'ai reçu au-

cune vérité absolue de ma famille, qui m'a laissé chercher par moi-même. J'ai vécu mon adolescence dans des contradictions qui étaient presque inévitables. Il y avait à la fois la crise économique de 1929, la crise de la démocratie, l'arrivée au pouvoir de deux monstres, le stalinisme et le nazisme, qui s'opposaient systématiquement. Pour essayer de comprendre les choses, je me suis rallié à un petit parti (qui s'appelait le

Parti frontiste), dont la devise était : on lutte sur deux fronts à la fois, contre le stalinisme et contre le fascisme. Cela m'a semblé pas mal. Je crois aussi que c'est l'influence de la pensée de Marx, du jeune Marx, qui disait que les sciences de l'homme doivent embrasser les sciences de la nature et que les sciences de la nature doivent embrasser les sciences de l'homme. Dès mon cursus universitaire, qui m'a conduit

à suivre des études de philosophie – où il y avait aussi de la sociologie, de la psychologie et de la métaphysique, des cours d'histoire qui m'ont beaucoup appris, des cours de droit qui incluaient la science économique, indispensable à mes yeux –, j'ai acquis une culture plurielle, qui s'est ajoutée à une très

grande culture littéraire car j'ai dévoré les œuvres des écrivains et des poètes.

Est-ce que l'Europe, cette belle idée de l'Europe du xx^e siècle – d'une Europe unie, d'une Europe de la paix, que vous avez largement défendue –, est-ce que cette idée-là peut aujourd'hui encore être une réponse face au repli nationaliste, à la crise des migrants, à la crise écologique ?

« Ma curiosité vient peut-être du fait que je n'ai reçu aucune vérité absolue de ma famille, qui m'a laissé chercher par moi-même. »

L'Europe, au lieu de se diriger vers une communauté de type fédéral, a été paralysée à la fois par le bureaucratisme des institutions européennes et par cette puissance de l'argent dont nous avons parlé tout à l'heure. Cette Europe-là a été incapable de créer une vraie communauté entre les pays. Aujourd'hui, les pays de l'Est regardent vers la Russie, et nous nous tournons vers le Sud et la Méditerranée qui nous préoccupent plus. Quand il y a eu la guerre d'Irak, beaucoup de gens en Pologne ou ailleurs ont pensé que c'était très bien d'anéantir un dictateur comme Saddam Hussein, alors que nous étions nombreux ici, dont moi-même, à penser que cela ne pouvait que nous amener à la catastrophe, ce qui est arrivé.

Non seulement il n'y a pas d'unité européenne, mais en plus progresse en Europe ce qu'on appelle de façon inexacte le « populisme » – en fait, des systèmes néo-autoritaires, nationalistes, xénophobes, parfois racistes. Ils sont implantés en Russie, en Turquie, en Hongrie, un peu en Pologne, ils menacent l'Autriche, et nous-mêmes ne sommes pas à l'abri, vous le savez bien. Dans la situation actuelle, je pense qu'il faut essayer de sauver ce qu'on peut encore sauver pour maintenir des liens. Le seul salut serait dans une régénération de l'Europe à partir de son idée première, avec un message de paix et de progrès

à apporter au monde. Cela signifierait élaborer une nouvelle politique avec une perspective écologique, économique et sociale, mais on n'en est pas là. L'Europe est en crise, elle a eu une mauvaise attitude à l'égard de la Grèce, à l'égard des migrants... Je suis devenu un eurosceptique mais je n'en désire pas moins sauvegarder le minimum, continuer à espérer dans les relations entre les nations.

1. *L'Esprit du temps. Essai sur la culture de masse*, paru chez Grasset en 1962.

EDGAR MORIN EN DIX DATES

- 8 juillet 1921** : naissance à Paris.
- 1942** : s'engage dans la Résistance.
- 1955** : anime le Comité d'action des intellectuels contre la guerre d'Algérie.
- 1977** : publie *La Nature de la nature*, premier volume de *La Méthode*.
- 1990** : publie *Introduction à la pensée complexe*.
- 1993** : publie *Terre-Patrie* (avec Anne-Brigitte Kern).
- 1997** : publie *Une politique de civilisation* (avec Sami Naïr).
- 2012** : participe à la création du Collectif Roosevelt avec Stéphane Hessel.
- 2014** : l'Essec ouvre la chaire Edgar Morin de la complexité.
- 2016** : il est élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

NECTART

TESTEZ VOTRE MOBILITÉ !

Déplacez-vous dare-dare en page 29

